

Nous accusons les créanciers de vouloir étouffer la Grèce

Esther Jeffers, Henri Sterdyniak et Sébastien Villemot
blog des "Economistes atterrés", *liberation.fr*, 25 Juin 2015

La dette publique grecque représente aujourd'hui 321 milliards d'euros, soit 181 % du PIB grec. La majeure partie de cette dette (195 milliards) est due directement ou indirectement (via le Fonds européen de stabilité financière) aux autres États européens, tandis que 32 milliards sont dus au FMI et 27 milliards à la BCE. Suite au transfert massif des créances du secteur privé vers le secteur public en 2012, les créanciers privés ne détiennent plus qu'une faible part de la dette.

L'enjeu est politique : montrer qu'il n'y aurait pas d'alternative

Même si cette dette est un fardeau très lourd à porter pour la Grèce, elle ne représente que 2 % du PIB de l'Union européenne. La dette grecque est pour l'Europe un enjeu politique plutôt que financier. Même la perte totale de ces créances ne représenterait qu'un choc financier facilement absorbable pour l'Europe. Pour les dirigeants de l'Union européenne, l'enjeu n'est pas financier, il est surtout de faire plier le gouvernement grec, afin que les autres peuples ne soient pas tentés de porter au pouvoir des forces politiques opposées aux logiques néolibérale et austéritaires ; il est de bien montrer qu'il n'y a pas d'alternative.

Depuis 5 mois, le gouvernement grec négocie avec ses créanciers pour obtenir un accord qui déboucherait sur le versement d'une nouvelle ligne de crédit de 7,2 milliards d'euros. L'essentiel de la discussion porte aujourd'hui sur la liste détaillée des réformes qui devront être votées par le parlement grec avant que le versement puisse avoir lieu. Ainsi, le FMI veut dicter la politique grecque selon ses œillères libérales : il refuse les hausses d'impôts sur les plus riches et les entreprises et exige la hausse de la TVA, la baisse des pensions de retraite, la fin de l'aide aux plus petites pensions et un vaste programme de privatisations.

Le fait que la négociation ne porte pas uniquement sur les cibles d'excédents budgétaires primaires (c'est-à-dire avant paiement des intérêts), mais aussi sur la façon d'atteindre ces cibles, pose un problème démocratique. Il existe en effet de nombreuses façons de dégager un excédent budgétaire donné (entre réduire les prestations sociales, augmenter les impôts, réduire les dépenses militaires, etc.). Le choix relève d'une décision politique, qui devrait en toute logique démocratique être confiée aux parlementaires grecs qui décideraient en fonction de critères de justice sociale ou de priorités de développement. Ce n'est pas aux créanciers d'arbitrer entre différentes mesures budgétairement équivalentes, car sinon la démocratie est vidée de sa substance et la Grèce transformée en colonie de la dette.

Le cercle infernal des négociations perpétuelles

Au-delà de la question de la légitimité démocratique de l'accord qui pourrait être conclu, se pose surtout la question de sa viabilité et de sa soutenabilité à long terme. Car, si l'accord ne traite pas la question de la soutenabilité de la dette ni celle de la reconstruction de l'appareil productif grec, comme le souhaite le gouvernement d'Alexis Tsipras, alors strictement rien n'est résolu. Les 7,2 milliards déboursés seront immédiatement engloutis dans le remboursement des échéances de cet été: 1,6 milliards dus au FMI au 30 juin, puis 6,5 milliards dus à la BCE en juillet et août. Autrement dit, les créanciers auront prêté de l'argent à la Grèce pour que celle-ci les rembourse en retour immédiat... Cet accord n'aura fait que reporter le problème à septembre : le gouvernement grec se trouvera alors de nouveau dans l'obligation de demander un autre prêt pour pouvoir faire face à ses échéances et éviter le défaut. Mais ce prêt sera conditionné par de nouvelles mesures d'austérité demandées par les créanciers. Comment un pays peut-il vivre sous cette menace permanente ? Dans le même temps, la zone euro pâtirait de l'instabilité chronique qu'engendre l'incertitude liée à une éventuelle sortie de la Grèce.

Un accord n'incluant que des mesures d'austérité (hausses d'impôts et baisses de dépenses publiques) ne résoudra donc rien. La Grèce a déjà fait un ajustement fiscal considérable, puisqu'en 2014 elle affichait un excédent budgétaire primaire structurel (c'est-à-dire corrigé des effets de la conjoncture) de 4,3 % (selon les calculs de la Commission européenne elle-même) ; la Grèce est donc déjà l'élève le plus vertueux de l'Europe en matière budgétaire ! De nouvelles mesures d'austérité ne feront qu'aggraver la situation, car elles relèvent

de la même logique économique fautive dont l'échec n'est plus à démontrer : de par leur effet récessif, les mesures d'austérité affaiblissent l'économie (le PIB grec est aujourd'hui à 26 % en dessous de son niveau de 2008). La capacité de remboursement de la Grèce est donc détruite et le ratio dette sur PIB explose (par effet du dénominateur). L'austérité, en plus d'être socialement destructrice, est donc économiquement dévastatrice et ne permet même pas d'atteindre son objectif premier qui est de permettre le remboursement de la dette.

L'alternative ? Restructurer, rééchelonner et relancer

Une rupture est donc nécessaire avec les logiques qui ont jusqu'ici prévalu. Une solution globale et pérenne passe impérativement par une restructuration de la dette publique grecque, dont aucun économiste sérieux ne conteste le caractère insoutenable. Une première étape pourrait voir le rachat des créances du FMI par le Mécanisme européen de stabilité (MES). Cela permettrait d'écarter définitivement le FMI, qui représente un obstacle dans la recherche d'une solution mutuellement bénéfique pour la Grèce et la zone euro. Dans un deuxième temps, une remise de dette devrait être accordée par les Européens. Il s'agirait d'une part de reconnaître l'échec du programme d'ajustement qui a été imposé à la Grèce, et d'autre part de permettre aux Grecs de retrouver des perspectives d'avenir et une vision positive (et non punitive) de l'Europe. Les paramètres de la restructuration de la dette (rééchelonnement des paiements, taux d'intérêt, éventuelle réduction) devront être négociés avec deux objectifs : garantir la soutenabilité de la dette, ce qui implique la possibilité pour l'État grec de refinancer sa dette comme les autres États, sans être soumis à un chantage permanent à l'austérité ; laisser suffisamment de marges de manœuvre budgétaires à la Grèce pour lancer un plan de relance de l'appareil productif, condition nécessaire pour mettre fin à la crise économique, sociale et humanitaire.

Non, nous ne paierons pas chacun 1000 euros !

Contrairement à ce que propagent certains médias, ce programme n'implique pas que chaque citoyen européen aura à payer 1000 euros d'impôt supplémentaire pour les Grecs : un report de paiement, ou même une annulation partielle de la dette grecque, n'augmentera pas la dette publique brute des pays créanciers (qui incorpore déjà les prêts faits à la Grèce). Le choc serait pire si la Grèce, contrainte de quitter la zone euro du fait de l'intransigeance des créanciers, faisait un défaut total.

Les sommes que la Grèce n'aura pas à consacrer au remboursement de la dette pourront ainsi être utilisées pour la reconstruction de son appareil productif, via un plan massif d'investissement public dans l'éducation, les services publics et les infrastructures, adossé à des mesures de soutien à l'investissement privé. Le redressement productif représente en effet le défi principal de l'économie grecque. Car si le déficit commercial de la Grèce s'est aujourd'hui presque entièrement résorbé, les apparences sont trompeuses : ce rééquilibrage s'est opéré par une forte chute des importations, due à la compression de la demande intérieure, et non pas par une hausse des exportations. Lorsque l'économie grecque redémarrera, les importations repartiront à la hausse, creusant mécaniquement le déficit commercial, avec le risque de déclenchement d'une nouvelle crise de la balance des paiements. Il est donc indispensable de mettre en place des politiques permettant de développer des industries domestiques. Les fonds structurels européens, auxquels la Grèce est éligible au titre de son appartenance à l'Union européenne, doivent contribuer à ce nécessaire redressement productif, qui devra s'inscrire dans une logique de transition écologique.

L'issue de la confrontation entre le gouvernement grec et ses créanciers n'est, à cette heure, pas encore écrite. Quoi qu'il advienne, les Grecs peuvent déjà s'enorgueillir d'avoir porté au pouvoir un gouvernement qui, jusque-là a réussi à tenir tête à des créanciers bloqués dans une logique d'austérité destructrice. Mais on aurait tort de voir dans cette confrontation l'expression d'un égoïsme grec s'opposant à d'autres égoïsmes nationaux. Le gouvernement grec est porteur d'un intérêt général européen. En remettant ouvertement en cause les logiques économiques absurdes qui maintiennent toute l'Europe dans la crise, il ouvre des perspectives pour la refondation d'une Europe réellement démocratique et sociale. À l'inverse, un échec du gouvernement grec ouvrirait un boulevard pour les forces nationalistes et xénophobes qui se nourrissent de la crise et du déficit démocratique de l'Union. Le combat des Grecs est le combat de tous les Européens.